

Observations d'Altice France

Consultation publique de l'ARCEP sur le projet de décision d'analyse du marché 2 de fourniture en gros d'accès de haute qualité

Du 29 juin au 18 septembre 2023

Au terme de son analyse prospective, l'ARCEP estime, à juste titre, qu'Orange exerce une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès activés de haute qualité.

Les obligations qui seront imposées à Orange sur ce marché pour le prochain cycle de régulation d'une durée de 5 ans sont essentielles, compte tenu des difficultés persistantes au développement de la concurrence sur le marché Entreprises.

Dans ce contexte et au vu des observations déjà présentées par Altice France lors de la première consultation publique de l'ARCEP sur les analyses de marchés, le nouveau projet de décision appelle les commentaires suivants.

1- Obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès

Suppression de l'obligation de raccordement des stations de base des opérateurs mobiles au 1er janvier 2025

L'ARCEP prévoit de supprimer l'obligation pour Orange de maintenir les offres de gros de raccordement des stations de base des opérateurs mobiles à compter du 1er janvier 2025, sans distinction entre les offres LPT « réseau » et « Aircom/CEM » qui nécessitent pourtant un traitement réglementaire différencié.

Tout d'abord, l'offre LPT « réseau » s'appuie sur la technologie SDH qui n'est plus performante, caractérisée par une qualité de service en constante dégradation et produite sur des équipements que l'ensemble des opérateurs démontent, ce qui réduit les économies d'échelle.

L'article 5 du projet de décision de l'ARCEP prévoit qu'Orange ne soit pas contraint de maintenir l'offre LPT « réseau » à compter du 1er janvier 2025. L'article 6 précise qu'Orange doit proposer une offre de migration permettant de migrer les accès activés de haute qualité de type LPT vers des accès de haute qualité de type Ethernet, dans des conditions temporelles, techniques et économiques raisonnables.

Si la levée de l'obligation de fournir l'offre LPT « réseau » peut être envisagée à compter du 1er janvier 2025, il importe cependant que l'ARCEP **précise ces conditions dans la décision finale, en imposant à Orange le même dispositif d'accompagnement que sur l'ATM fermé précédemment.**

Ensuite, l'offre « Aircom/CEM » s'appuie sur la technologie Ethernet, solution de niveau 2 parfaitement pérenne, dont la qualité de service se maintient et est produite avec des équipements mutualisés avec d'autres offres, ce qui permet des économies d'échelle.

Altice France continue de commander chaque année de nouvelles liaisons « Aircom/CEM » et son parc de plusieurs centaines de liaisons joue un rôle qui demeure important dans la fourniture de la couverture mobile. Cette offre reste la meilleure solution pour raccorder certaines antennes mobiles.

Par ailleurs, il convient de rappeler que les solutions présentées comme des alternatives, Bram FTTH et Bram FTTE, ne sont actuellement que théoriques. En effet, d'une part, les systèmes de production ne sont ni pertinents ni efficaces (délai de plus de 1 an, incertitude de faisabilité, pas d'autorisation, etc.) et, d'autre part, lorsqu'un opérateur n'a pas raccordé le NRO via son propre réseau de fibre optique mais via la collecte activée, il n'existe aucune solution effective pour remonter le trafic des antennes mobiles jusqu'au cœur de réseau (sauf sur les RIP TDF).

L'article 5 du projet de décision de l'ARCEP prévoit qu'Orange ne soit pas contraint de maintenir l'offre « Aircom/CEM » à compter du 1er janvier 2025. L'article 6 précise qu'Orange doit proposer une offre de migration permettant de migrer les accès de haute qualité vers des accès dégroupés, dans des conditions temporelles, techniques et économiques raisonnables.

Au vu des éléments de contexte présentés ci-dessus, Altice France considère que l'ARCEP devrait **imposer à Orange de maintenir l'offre « Aircom/CEM » sur la durée du prochain cycle d'analyse.**

En outre, dans la perspective d'une fermeture à terme de l'offre « Aircom/CEM », l'ARCEP doit **préciser dans la décision finale les conditions temporelles, techniques et économiques raisonnables de l'offre de migration vers le dégroupage, en imposant à Orange le même dispositif d'accompagnement que sur l'ATM fermé précédemment.**

Enfin, Altice France note que l'ARCEP précise que « *s'agissant des sites des opérateurs déjà raccordés par Orange via ces offres [LPT réseau et Aircom/CEM], l'Autorité estime pertinent qu'Orange maintienne les accès existants* ». Pour autant, il est indispensable que l'ARCEP **encadre les conditions tarifaires des accès existants.** En effet, pour chacun des raccordements utilisant l'offre « Aircom/CEM », Altice France a été contrainte de payer des frais d'adduction spécifiques sur devis à Orange, souvent de plus de 50 000 € par accès. Dans ce contexte, l'ARCEP doit **assurer un contrôle tarifaire de l'offre « Aircom/CEM » pour les accès existants et s'assurer qu'Orange ne pratique pas d'augmentation tarifaire indue.**

2- Obligation de transparence et de publication concernant l'accès

Restitution par Orange des sommes indûment perçues en l'absence de fermeture technique effective à l'échéance du délai de prévenance annoncé

L'ARCEP indique qu'« *il incombe à Orange, dans son offre de référence relative au marché de gros des accès activés de haute qualité, qu'il s'engage à restituer aux opérateurs les sommes indûment perçues lorsqu'il a bénéficié d'une levée de l'obligation de contrôle tarifaire sans qu'il ne procède, à l'échéance du délai de prévenance annoncé, à la fermeture technique effective du réseau cuivre dans les zones concernées par cette annonce* ».

Pourtant, ni le dispositif relevant de l'obligation de transparence et de publication concernant l'accès (articles 21 à 30 du projet de décision) ni l'Annexe 3 qui décrit l'offre de référence ne font mention de cet engagement. **Cet engagement et les modalités associées devront figurer dans le dispositif de la décision finale.**

Transparence sur l'évolution des tarifs sur cuivre DSL en zone ZC1 non régulée

Altice France partage l'analyse de l'ARCEP sur la nécessité d'avoir une prévisibilité importante des tarifs et cela d'autant plus lorsque la hausse tarifaire est importante.

En **ZC1** (zone sans obligation tarifaire pour les accès cuivre DSL), « *dans l'hypothèse d'une évolution tarifaire égale à 15%, l'Autorité considère que le délai de prévenance se saurait être inférieur à 6 mois* ».

Altice France considère qu'un délai de 6 mois est insuffisant, notamment en cas d'évolution tarifaire supérieure à 15 %. **Dans le cas d'une augmentation égale ou supérieure à 15 % un délai de prévenance de 12 mois doit être imposé à Orange afin de disposer d'un délai raisonnable pour la migration sur le FTTH.**

En **ZC3**, le même encadrement complémentaire des délais de prévenance en cas de hausse tarifaire est également indispensable au vu des précédents en la matière.

En effet, l'ARCEP rappelle à juste titre que lors du 6ème cycle de régulation 2020-2023, dans un contexte similaire de fermeture du réseau ATM, Orange a fait évoluer les tarifs DSLE en ZC1 « *entraînant une augmentation en moyenne supérieure à 50% des tarifs facturés par Orange aux opérateurs dans cette zone* ». Plus récemment, Orange a annoncé une évolution au 1er juin 2023 des tarifs LPT qui devrait entraîner pour SFR une augmentation des coûts de l'ordre de 45 %.

Par ailleurs, le dispositif de l'ARCEP devrait être plus précis pour assurer le contrôle de cette obligation. En effet, l'article 30 du projet de décision prévoit simplement que « *sur la zone cuivre 1 pour les accès cuivre DSL, Orange doit respecter un délai de prévenance proportionné à la hausse tarifaire envisagée, sans préjudice de l'article D.99-7 du code des postes et des communications électroniques* ».

3- Qualité de service

Obligation de respect des seuils chiffrés

L'ARCEP estime qu'il n'est pas proportionné d'imposer à Orange le respect des seuils de qualité de service, au-dessous de 100 occurrences de production par trimestre pour les accès cuivre DSL.

Altice France est opposée à cette évolution et considère que l'ajout d'un nombre d'occurrences pour l'application des seuils de qualité de service pour la production des accès sur support cuivre xDSL est contraire au principe de prévisibilité en matière de qualité de service.

Altice France se félicite que l'ARCEP ne prévoie pas l'ajout d'un nombre d'occurrences pour l'application des seuils de qualité de service pour les signalisations SAV.

4- Obligation de contrôle tarifaire

Levée de l'obligation d'orientation vers les coûts en ZC3 pour les NRA dont les zones arrières sont fermées commercialement

Altice France est **opposée à la levée de l'obligation d'orientation des tarifs vers les coûts pour les NRA dont les zones arrière sont situées dans leur ensemble dans une zone fermée commercialement, dans la mesure où, en ZC3, Orange est le seul opérateur proposant des offres bitstream cuivre spécifiques entreprises.**

Il n'est pas acceptable de lever l'obligation d'orientation des tarifs vers les coûts sur une zone ou une adresse fermée commercialement, dans la mesure où il existe la possibilité d'une dérogation à la fermeture commerciale à l'adresse pour les clients Entreprises.

La levée de l'obligation d'orientation des tarifs vers les coûts présente **un risque majeur d'augmentation tarifaire pour les clients concernés**. Par ailleurs, l'existence de solutions fibre alternatives au cuivre est une condition nécessaire mais non suffisante à la migration. **Les différents freins à la migration peuvent nécessiter des délais particulièrement longs et non maîtrisables par les opérateurs, avant qu'un client accepte de basculer sur la fibre optique**. Les opérateurs commerciaux ne sont donc pas les seuls à décider de la date de migration d'un client vers la fibre.

Si l'ARCEP prévoit désormais des mesures d'encadrement de la levée de l'obligation d'orientation des tarifs vers les coûts (zone fermée commercialement depuis plus de 1 an, annonce de la fermeture technique prévue dans moins de 2 ans, restitution par Orange des sommes indûment perçues en l'absence de fermeture technique effective à l'échéance du délai de prévenance annoncé), **ces mesures « palliatives » se révèlent insuffisantes**.

Néanmoins, si l'ARCEP devait retenir la levée de cette obligation tarifaire, il est essentiel que la levée de l'orientation vers les coûts se fasse avec une prévisibilité suffisante pour les opérateurs, à savoir le respect d'un **délai de prévenance de 2 ans**. Si l'ARCEP précise que la levée de ladite obligation concerne les NRA dont les zones arrières sont situées dans une zone fermée commercialement depuis plus de 12 mois et dont la fermeture technique a été annoncée et est prévue dans moins de 2 ans, **elle se doit de compléter ces prérequis par une mention sur le nécessaire respect d'un délai de prévenance de 2 ans**.

Référence de coût en ZC3

L'ARCEP devrait modifier la référence de coût qu'elle utilise en ZC3.

Pour les offres de gros activées spécifiques entreprises, Orange doit être soumis à une obligation d'orientation des tarifs vers les coûts reposant sur la même méthodologie que celle utilisée par l'ARCEP pour les offres de dégroupage et de *bitstream* cuivre et précisée dans sa décision n° 2020-1493 sur l'encadrement tarifaire du dégroupage et des offres d'accès activé (*bitstream*). En effet, dans cette décision, l'ARCEP souligne que *« la comptabilité réglementaire descendante, quoique fiabilisée par une longue pratique, conduit à des variations très significatives du signal de coûts de la boucle locale en cuivre du fait du vidage du réseau au profit du FttH et ne permet ainsi plus d'offrir une référence de coûts stable et la prévisibilité nécessaire »*.

L'ARCEP précise également que *« la modélisation ascendante d'un réseau de boucle locale optique mutualisée utilisée par l'Autorité pour établir le tarif récurrent de l'accès dégroupé à la boucle locale en cuivre d'Orange ne porte pas sur l'accès activé et, en particulier, n'inclut pas de modélisation des coûts d'activation. La comptabilité réglementaire d'Orange continue de son côté d'offrir une référence de coûts relativement stable et pertinente s'agissant des surcoûts spécifiques aux accès activés. Par cohérence avec le calcul du plafond tarifaire du dégroupage total, l'Autorité entend utiliser ici les coûts issus de la modélisation ascendante d'un réseau de boucle locale optique mutualisée et y ajouter les surcoûts descendants (comptables) projetés pour la partie des coûts spécifiques à l'accès activé par rapport à un accès en dégroupage total. »*

Dans ce même contexte, l'ARCEP doit se fonder sur les coûts de la boucle locale optique mutualisée estimés par le biais d'une modélisation ascendante, afin de répondre aux besoins de prévisibilité pour les acteurs et de stabilité sur le niveau tarifaire des offres activées de haute qualité du marché 2 comme pour le dégroupage sur le marché 1.

Orange a pendant longtemps bénéficié d'un « effet baignoire » qui lui permet de supporter et financer les coûts de la fin d'une technologie. Ensuite, Orange a toujours les moyens de planifier et d'organiser la fin de chacune des technologies et de le faire suivant une démarche organisée lui permettant de maîtriser les coûts associés. Si Orange n'a pas planifié plus précisément ses fermetures de technologies, c'est parce que les conditions économiques que l'ARCEP lui propose sont plus favorables.

La référence de coûts tel que proposé par l'ARCEP ne tient pas compte des marges importantes réalisées par Orange pendant des années et les possibilités d'optimisation.

Ajout d'un critère de non-régression ZF2-A vers ZF2-B

Altice France est favorable au maintien des obligations imposées par Orange en matière de contrôle tarifaire et notamment à l'ajout du critère de non-régression ZF2-A vers ZF2-B.